Mark Duffield
Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples
Cambridge, Polity, 2007, 280 pages.

Le point de vue de David Ambrosetti

Dans *Development, Security and Unending War*, Mark Duffield invite à interpréter le développement comme une politique générale de *sécurisation* des États occidentaux et du capitalisme. Maintes fois questionné dans la littérature internationaliste au cours des années 2000, le rapprochement entre développement et sécurité ne serait donc pas seulement affaire de « bonnes pratiques » imitées ou de mode, mais bien le pic contemporain d'une tendance vieille de plus d'un siècle.

L'argument de l'ouvrage intéressera les théoriciens des relations internationales, ou du moins ceux parmi eux qui acceptent de prendre en considération les analyses marxistes ou celles foucaldiennes des relations internationales. Mark Duffield croise les deux. Il voit en effet une biopolitique à l'œuvre dans les pratiques mêmes des développeurs et de leurs prédécesseurs administrateurs coloniaux. Cette biopolitique serait destinée à contenir, à l'échelle des (anciennes) colonies, la menace née de la « libération » d'une abondante force de travail (au sens marxien), en attendant que le capitalisme soit en mesure d'absorber cette dernière. Ces développeurs ont ainsi convaincu les autorités des métropoles coloniales européennes de la nécessité de transposer dans leurs relations avec les colonies la forme de gouvernement inventée par l'establishment libéral européen pour gérer « la question sociale » chez eux, autrement dit leur propre surplus humain au regard des besoins du capitalisme.

> « Mark Duffield voit une biopolitique à l'œuvre dans les pratiques mêmes des développeurs et de leurs prédécesseurs administrateurs coloniaux »

Cette biopolitique suppose de gouverner les conditions de la vie des administrés ainsi libérés des structures sociales antérieures, dans leurs dimensions les plus quotidiennes et les plus essentielles (pratiques agricoles, alimentaires, matrimoniales, reproductrices, médicales, et leurs enjeux sanitaires, économiques, démographiques, etc.) – véritable technologie d'endiguement par le bas, localisé, de ce surplus humain. Progressistes, ces développeurs ont ainsi offert une alternative aux calculs géopolitiques des milieux diplomatiques et militaires conservateurs visant à poursuivre la sécurité par les seuls jeux d'alliances, d'allégeances et de compétitions politiques entre élites nationales ou locales – ou, le cas échéant, par la conquête militaire. D'une échelle à l'autre, les moyens disponibles changent toutefois : plutôt que soutenir, comme dans

les États européens, un système de protection sociale national porté par la bureaucratie d'État pour assurer la pérennité des capacités de production et de consommation, on entend enseigner aux masses comment assurer leur survie de façon autonome, autosuffisante (« self-reliant »), repliées sur leurs communautés, sans qu'elles se voient reconnaître quelque rôle dans le capitalisme global contemporain dans l'immédiat. Une sorte de biopolitique du pauvre (« on the cheap »), en somme.

On trouvera l'argument large, globalisant. Mais il faut bien reconnaître que l'auteur britannique sait ici frapper son lecteur, au regard d'autres travaux internationalistes voulant répondre à « la » question : pourquoi des responsables politiques et des appareils administratifs investissent-ils des moyens conséquents dans des actions tantôt de développement, tantôt d'intervention armée à visée pacificatrice et humanitaire, dans des États du « Sud » ? En vertu de quels calculs ? On ne compte plus les recherches qui, entre 1990 et le milieu des années 2000, ont pointé la force des changements idéels et normatifs qui se seraient imposés aux responsables politiques, d'abord à leur corps défendant, sous la pression d'élites d'opinion éclairées et autres « entrepreneurs de normes » de la « société civile ». Et quand certains de ces ouvrages, pourtant aux antipodes des conclusions de Duffield, s'appuient également sur Foucault [1], on entrevoit la troublante plasticité que des internationalistes reconnaissent à la pensée du philosophe français.

Plus concrètement, Duffield soulève la question de l'empreinte laissée par l'entreprise coloniale dans les milieux en charge du développement au Royaume-Uni, à partir de portraits individuels, notamment de trajectoires au sein de cette armée d'officiels accompagnant la gestion de l'empire colonial qui fut démobilisée au moment des indépendances. J'ignore si le Soudan a particulièrement inspiré Duffield, ici, lui qui a beaucoup travaillé dans ce pays : le goût des administrateurs britanniques pour un développement autonome y était en tout cas manifeste au Sud, *via* la fondation d'unités « tribales » censées incarner et reproduire les organisations et coutumes indigènes dans le cadre du « Zande Scheme » [2]. Appliquer de façon extensive l'approche de cet ouvrage au cas soudanais offrirait une perspective passionnante, étant donné les enjeux de sécurité qu'il continue de soulever à l'échelle locale, régionale et internationale.

Quoi qu'il en soit, l'auteur rejoint un chantier fort intéressant, déjà bien engagé à propos des anciens administrateurs coloniaux français dans le façonnement de l'aide au développement en France [3] ou à la Commission européenne [4]. La trajectoire globale tracée entre le règlement de la « question sociale » dans les métropoles et celle du « sous-développement » dans les sociétés colonisées (et post-coloniales), entre surplus de l'intérieur et surplus de la périphérie, invite à explorer de manière toujours plus approfondie les porosités intellectuelles, normatives, mais aussi les circulations individuelles professionnelles, les passerelles entre carrières, entre organisations liées à ces domaines d'activité. Les sciences sociales elles-mêmes pourraient se voir intégrées à ce schéma, en particulier celles déployées sous les auspices des grandes fondations privées nord-américaines [5].

Sur les enjeux les plus discutés du développement et de la consolidation de la paix (« *peacebuilding* »), l'ouvrage propose une évaluation d'ensemble moins originale. La montée en force de l'intervention humanitaire, du maintien de la paix et de la reconstruction post-conflit depuis 1990 se traduirait par une intrusion croissante des

gouvernements donateurs et des organisations internationales dans le travail quotidien des gouvernements souverains qu'ils assistent. Que la « sécurité humaine » ait eu pour effet de déclasser certains États souverains en « États fragiles » et de faire reposer sur les gouvernements donateurs la responsabilité de (re-)construire ces États (avant qu'ils ne « faillissent »), cela rejoint un constat assez largement partagé. Pour Duffield, cette intrusion, censée marquer le retour de l'État (du Nord) dans l'aide au développement, porte précisément sur la surveillance des fonctions biopolitiques (économiques et de bien-être social) des États assistés, où la relation donateur-récipiendaire est stabilisée et institutionnalisée, où le donateur est durablement installé dans les ministères cruciaux (Finances) et/ou relayé par des élites post-intervention formées à l'étranger et acquises aux principes de bonne gouvernance[6]. Mais le panorama reste très général, et rend difficile selon moi l'identification d'une préoccupation pour un endiguement biopolitique du surplus humain par rapport à d'autres préoccupations (compétitions géopolitiques ou commerciales, gestion de la dette et stabilité financière, etc.).

De même semble-t-il difficile de ne pas voir la « gouvernementalisation » en cours parmi les ONG de développement et d'aide humanitaire, c'est-à-dire l'intégration de leurs actions dans des formules institutionnelles et autres cadres stratégiques communs élaborés dans les grandes organisations multilatérales en lien avec les États donateurs, imposant le respect de règles de contrôle et d'évaluation formatées. Retenons l'action en Sierra Leone en 2000-2001, citée comme exemple (p. 130) d'une action internationale *intégrée* destinée à étouffer les faiseurs de guerre désignés, les rebelles du RUF (Revolutionary United Front). Médecins sans frontières reconnaîtra là une critique que l'ONG française répéta à cette période[7].

« L'auteur peine à rendre compte de ce qui fait tenir ensemble cet "empire humanitaire" sans empereur, dans ses multiples ramifications »

Ces dispositifs bureaucratiques suffisent-ils toutefois à attester l'existence d'un « empire humanitaire » (p. 8), qui généraliserait l'état d'exception tout en le dépolitisant ? À vouloir embrasser un tel volume d'agents et de pratiques, l'auteur peine à rendre compte de ce qui fait tenir ensemble cet empire sans empereur, dans ses multiples ramifications. Comment donner une consistance à cet objectif de gestion des surplus dangereux dans le travail des praticiens de l'aide au développement et des urgences humanitaires ? Comment cette menace s'y manifeste-t-elle ? Duffield ne manque pas de désigner ces agents comme des groupes professionnels internationalisés, qui sont conduits à « sécuritariser »[8] toujours plus le développement dans un contexte de forte compétition et de course à la visibilité, à assumer une souveraineté certes « mobile »[9] et temporaire, mais d'envergure toujours plus ample, alors que leurs métiers se technocratisent et que leurs carrières s'interpénètrent d'une organisation à l'autre. N'apparaît pas si clairement, en revanche, la valeur concrètement reconnue à la menace elle-même par les différents groupes en présence. On aurait en particulier aimé en savoir davantage sur les grilles d'analyse de ceux censés « gérer » tels ou tels risques liés à ce surplus humain, sur leur travail de hiérarchisation et de catégorisation de ces risques, sur les effets de seuil, etc. À partir de quand considère-t-on

qu'un risque s'est concrétisé, qu'il est devenu un problème politique urgent, en termes de gestion du surplus ? À partir de quand juge-t-on qu'un effort d'endiguement de ces risques a échoué ? Quels coûts associe-t-on à l'échec ?

Les relations entre agents et « sujets » dudit « empire » soulèvent des difficultés particulières. Mark Duffield ne gagnerait-il pas à établir plus précisément comment cette technologie de gouvernement est reçue par ceux à qui elle est destinée ? Quelles pourraient être les anticipations opérées par des « entrepreneurs de violences » selon que les violences envisagées feront ou non planer le spectre d'un surplus humain débordant les digues érigées pour le contenir ? Un échec conséquent au regard de la notion de sécurité humaine et de ses soubassements biopolitiques permettrait peut-être de distinguer précisément l'intensité des urgences des praticiens plongés dans l'action au regard des menaces perçues pour les structures économiques globales. Il permettrait de soulever une question pratique cruciale à mes yeux : jusqu'où peut-on aller dans la gestion du surplus humain, lorsque celle-ci s'accommode de violences jugées, dans le feu de l'action, peu menaçantes pour l'extérieur, donc source de désintérêt international ?

« Cette colonisation du monde du développement par une interprétation sécuritaire biopolitique focalisée sur la gestion du surplus humain demeure une hypothèse stimulante »

Ce n'est pas un vague souci de sophistication méthodologique qui guide mon propos. Je vois au contraire un risque réel dans l'argument de l'ouvrage : et si les pratiques interventionnistes analysées résultaient d'autres préoccupations que celle de contenir les êtres humains maintenus dans l'inutilité capitaliste ? Et si les considérations plus classiques de realpolitik et de rivalités économiques entre États, ou encore les luttes de pouvoir internes aux organisations complexes impliquées (États, bureaucraties internationales, ONG, etc.), inspiraient ces pratiques, hier comme aujourd'hui ? La question de ce qui change (entre la guerre froide et aujourd'hui par exemple) pourrait alors être posée autrement : non pas en termes de nouvelles motivations, de nouveaux objectifs, mais en termes de nouvelles règles du jeu, autorisant des pratiques qui étaient hier chargées de réprobation collective (des pratiques internationales intrusives assimilées à de l'ingérence par exemple). Un changement des règles du jeu ne peut-il pas résulter de mouvements discrets, improvisés, d'ajustements d'acteurs, conduisant ces derniers là où ils n'ont pas pensé se rendre au début de la séquence considérée ? À la fin de ma lecture, je n'ai pas trouvé suffisamment d'éléments me convainquant que quelques acteurs puissants avaient expressément choisi d'emporter le monde du développement dans cette direction biopolitique, et qu'ils l'avaient fait sous l'empire d'une crainte irrésistible à l'égard de ce surplus humain mondial pointé par Mark Duffield. Des enquêtes supplémentaires me semblent requises.

Cette colonisation du monde du développement par une interprétation sécuritaire biopolitique focalisée sur la gestion du surplus humain demeure une hypothèse stimulante. Elle contribue en outre à faire de ce « surplus humain » un groupe politiquement et scientifiquement digne d'intérêt dans l'analyse du pouvoir sur la scène internationale. Le doute n'en est pas levé pour autant quant à la cohérence que cette

menace instille parmi les multiples acteurs en présence, quant au degré de sérieux que les agents étudiés accordent ou non à une telle menace, et quant aux effets pratiques d'une défaillance dans ce domaine.

David Ambrosetti
CNRS – ISP

1. N. Crawford, *Argument and Change in World Politics : Ethics, Decolonization, and Humanitarian Intervention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
2. Voir J. Oduho et W. Deng, *The Problem of the Southern Sudan*, Londres, Oxford University Press, 1963, p. 12-13.
3. J. Meimon, *En quête de légitimité. Le ministère de la Coopération (1959-1999)*, thèse de doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2005.
4. V. Dimier, « L'institutionnalisation de la Commission européenne (DG Développement) : du rôle des leaders dans la construction d'une administration multinationale 1958-1975 », *Études internationales*, vol. 34, n° 3, 2003, p. 401-427.
5. N. Guilhot, « Une vocation philanthropique. Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p. 36-48.
6. Nina Wilén en fournit un exemple à propos du Programme d'assistance à la gouvernance et à la gestion économique (Gemap), créé au Liberia en 2005, *in* « Entre souveraineté copartagée et coopération conditionnelle : le Gemap au Liberia », *Études internationales*, vol. 42, n° 2, 2011, p. 159-177.
7. F. Weissman (dir.), *À l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 2003, p. 53-73.
8. B. Buzan, O. Wæver et J. de Wilde, *Security : A New Framework For Analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 1998.
9. M. Pandolfi, « "Moral entrepreneurs", souverainetés mouvantes et barbelés : le bio-politique dans les Balkans postcommunistes », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 1, 2002, p. 29-51.

Le point de vue de David Chandler

Mark Duffield occupe une position centrale dans les débats théoriques sur les liens entre développement et sécurité. Dans *Development, Security and Unending Wars*, il poursuit et affine les thèmes développés dans ses livres précédents et plus particulièrement dans *Global Governance and the New Wars*[1]. Publié en 2001, ce dernier ouvrage analysait la manière dont la gestion de la sécurité internationale s'effectuait non plus au moyen des guerres interétatiques mais *via* l'idéologie du développement. Duffield mettait utilement en lumière la manière dont la gouvernance globale liée à la paix libérale produisait des mécanismes de régulation à travers une gestion interventionniste des comportements et catégories « à risques ».

Selon Duffield, le discours sur la sécurité humaine est étroitement associé à la rhétorique de « l'urgence permanente » et des « guerres sans fin ». Il voit dans ce discours situé à l'interconnexion entre souci sécuritaire et aspiration au développement le reflet de l'influence prise par les logiques biopolitiques sur les relations internationales. Celles-ci s'articulent désormais moins autour de la notion d'État que de celle de population voire simplement de « vie humaine » (p. 118).

Le discours sur la sécurité humaine vise à universaliser ou globaliser les enjeux sécuritaires posés par les désordres mondiaux. Il pose la responsabilité pour l'Occident d'intervenir et de gérer l'insécurité en mettant l'accent sur une

conception non-matérielle du développement. Cette dernière repose sur des technologies d'intervention liées à l'idée d'autosuffisance communautaire.

« DUFFIELD ESTIME QUE LA DIFFÉRENCE CRUCIALE ENTRE LA BIOPOLITIQUE ET LES RELATIONS INTERÉTATIQUES TRADITIONNELLES SE SITUE AU NIVEAU DE LA SOUVERAINETÉ DES ÉTATS »

Pour Duffield, l'élaboration d'une biopolitique de la sécurité conçue en termes d'instabilité permanente n'apporte aucun progrès. Ainsi, il considère que les approches sur la sécurité humaine, telles que Mary Kaldor les conçoit[2], brouillent en réalité l'analyse des différentes positions et relations de pouvoir qui façonnent les discours sur la sécurité. Il souligne également la « dimension raciale » générée par ces approches, la gestion biopolitique n'étant pas la même pour ceux qui vivent dans le monde sécurisé et ceux qui en sont exclus, ceux qui bénéficient d'une gouvernance efficace et ceux qui n'y ont pas accès, ceux qui vivent dans le monde développé et ceux qui ne s'y trouvent pas. Duffield rend compte de cette bifurcation à travers la distinction qui émerge entre « assurés » – ceux qui vivent dans la société de consommation et bénéficient des systèmes de protection sociale – et « non-assurés » – ceux qui vivent dans les sociétés sous-développées où l'instabilité est une menace toujours présente et où le développement passerait par l'autosuffisance et le repli sur les mécanismes du soutien communautaire.

Duffield estime que la différence cruciale entre la biopolitique et les relations interétatiques traditionnelles se situe au niveau de la souveraineté des États : l'accent mis sur la « vie », ou la population, rend dorénavant cette souveraineté dépendante de l'« efficacité » de l'État. La confusion entre ce qui, politiquement, relève de l'interne ou de l'externe, de l'État postcolonial souverain ou des institutions internationales et des ONG, apparaît tout particulièrement dans le cas des « États de gouvernance ». Ces derniers sont caractérisés par la manière dont les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales opèrent à l'intérieur même des institutions des États dits fragiles au nom d'un partenariat commun se fixant pour objectif la réduction de la pauvreté. Duffield estime que si la fusion des agendas sécuritaire et développementaliste replace l'État dans les schémas interventionnistes, ces derniers font en réalité référence à une entité bien différente de l'État postcolonial sûr de ses droits souverains et soucieux d'encadrer le processus de développement : dans « l'État de gouvernance », « alors que l'intégrité territoriale est respectée, la souveraineté sur la vie est internationalisée, négociable et contingente » (p. 169).

L'ouvrage de Duffield mérite d'être lu ne serait-ce que pour sa critique empiriquement fondée de l'interventionnisme cosmopolite libéral et plus précisément de la manière dont celui-ci articule d'une part les discours sur l'universalité de la sécurité humaine et, d'autre part, les nouvelles formes de la gouvernance globale, de la souveraineté conditionnelle et du développement. Je voudrais cependant soulever quelques questions sur l'approche théorique et critique déployée dans ce travail. Dans la préface, Duffield affirme que son livre se démarque par l'utilisation du concept foucaldien de biopolitique (p. VIII). Cette approche distingue le présent ouvrage de ses précédents travaux qui analysaient les

cadres de l'interventionnisme occidental comme des techniques de stabilisation, de confinement et de contre-insurrection déployées dans le monde postcolonial. J'aurais cependant souhaité qu'il explicite beaucoup plus ce que ce cadre ajoute à son précédent travail. Il y a en particulier trois questions que je souhaite soulever.

Tout d'abord, je ne suis pas certain que ce cadre méthodologique rende cet ouvrage si différent de celui publié en 2001, *Global Governance and the New Wars*, dans lequel il déclarait : « Le but ultime de la paix libérale est la stabilité. C'est cet objectif qui rend la paix libérale différente de la paix impériale. Celle-ci était fondée sur ou du moins aspirait au contrôle direct de territoires dans lesquels les populations étaient soumises à une autorité bureaucratique et juridique […]. La paix libérale est différente, elle implique une relation de gouvernance non-territoriale, fluide et basée sur les réseaux […]. Le pouvoir libéral repose de manière idéale sur la gestion et la régulation des processus économiques, politiques et sociaux[3] ». Duffield utilisait déjà de manière implicite, sinon explicite, une approche foucaldienne distinguant l'exercice de la biopolitique des processus de pouvoir plus classiques liés à la souveraineté sur les territoires. À mon avis, l'utilisation plus explicite de la notion foucaldienne de biopouvoir par Duffield n'ajoute rien à son analyse mais semble au contraire l'empêcher d'explorer et d'exploiter pleinement ses analyses empiriques. Sans se référer explicitement à Foucault, il mettait précédemment en évidence les mécanismes de dépolitisation à l'œuvre dans les nouveaux discours de développement et de la sécurité. Il était également capable de montrer comment l'échec du projet postcolonial facilite la remise en question de l'État non-occidental et la reformulation de la question du sous-développement *via* le discours sur la sécurité[4]. Le point faible de son analyse est de vouloir théoriser les processus d'intervention et la confusion entre sécurité et développement qu'il décrit pourtant de manière si perspicace.

> « L'utilisation de la notion de biopouvoir semble empêcher l'auteur d'explorer et d'exploiter pleinement ses analyses empiriques »

Ensuite, en se concentrant sur le biopouvoir, sans vraiment utiliser ce concept pour approfondir son analyse, Duffield s'exonère d'avoir à expliquer les phénomènes qu'il analyse. Foucault lui-même déclarait que son analyse du biopouvoir n'était « en aucune manière une théorie générale de ce qu'est le pouvoir. Ce n'est ni une partie ni même le début d'une telle théorie », mais simplement l'étude des effets qu'ont les pratiques de la gouvernance libérale, à savoir celles qui s'assignent comme objectifs les intérêts de la société – ou de la population – plutôt que ceux du gouvernement[5]. La biopolitique, telle que Foucault la conçoit, est essentiellement utilisée pour désigner le gouvernement à l'ère de la modernité libérale, le moment lors duquel l'État n'est plus étranger et externe à la société et à la population. Cette dernière n'est plus une masse étrangère qu'il faut contraindre ou manipuler comme au temps pré-moderne de Machiavel. Ce sont désormais les besoins de la société dans son ensemble qui « offrent au pouvoir une surface sur laquelle il peut avoir prise », ou « assurer sa propre sécurité »[6]. L'État n'opère plus en tant que souverain disciplinaire imposant une règle extérieure ; il opère

désormais, par un processus de gouvernementalité fondé sur les libertés politiques et économiques, au sein même de la société.

« Duffield semble jeter le bébé de l'agencéité avec l'eau du développement »

Composée de relations sociales capitalistes, cette dernière génère elle-même un besoin de régulation[7]. Foucault décrit, en fait, la dynamique de la modernité libérale, comprise comme un processus orienté vers la société, qui s'assigne une raison d'être sociale ou un but collectif, plutôt qu'un mode de gouvernance étroitement fondé sur l'usage par le souverain de techniques disciplinaires. Comme Foucault l'affirme, « je crois que nous avons là une rupture importante : alors que la fin de la souveraineté se trouve en elle-même et qu'elle tire ses instruments d'elle-même sous la forme de la loi, la fin du gouvernement, elle, est dans les choses qu'il dirige ; elle est à rechercher dans la perfection, la maximalisation ou l'intensification des processus qu'il dirige[8] ». Duffield s'acharne à montrer en quoi les modes de régulation internationale semblent revêtir aujourd'hui une dimension à la fois « post-territoriale » et « post-politique ». Il cherche l'explication dans le monde postcolonial lui-même et plus précisément dans la menace que les « non-assurés » constitueraient pour l'Occident et sa société de consommation. Selon Duffield, l'Occident reformule le problème des inégalités et des exclusions sur le marché mondial comme un problème de sous-développement des États fragiles, lesquels font alors l'objet de nouvelles techniques globales d'intervention et de gouvernance. Mais, alors que ce point est présenté comme un élément crucial de sa critique, on ne saisit pas bien en quoi le cadre proposé par Duffield permet une meilleure compréhension de ce qui a rendu nécessaire le passage d'une politique de sécurité internationale à une « biopolitique » de la sécurité humaine.

Le dernier point que je voudrais soulever est peut-être le plus crucial. Foucault lui-même a engagé sa réflexion sur la biopolitique comme une manière de corriger la lecture qu'on a pu donner de son travail sur les techniques disciplinaires. Ce dernier laissait en effet penser que Foucault n'avait d'autre alternative ou ambition que de rendre compte de la réalisation aussi inéluctable que banale du pouvoir[9]. Pour sa part, Duffield aborde la biopolitique de manière anhistorique, comme un fait accompli, suggérant par là même qu'il n'y a pas d'autre possibilité que de révéler la manière dont nous sommes tous capturés par la gouvernementalité : « nous sommes tous gouvernés, et donc solidaires » (p. 232). Nous devrions alors prêter attention à ce que nous partageons avec les sociétés postcoloniales. Plutôt que de leur proposer une vision du développement ou de l'autonomie politique qui implique une conception très hiérarchique de la solidarité, nous devrions concevoir une autre solidarité fondée sur l'idée que nous pouvons apprendre des « pauvres » et que nous subissons la même marginalisation. C'est en partant de cette position plus humble et en se montrant sensible à une politique pragmatique qui reconnaît la solidarité des gouvernés que le champ des possibles s'ouvrira spontanément devant nous (p. 234).

En insistant uniquement sur le caractère hégémonique sous-jacent à l'idéal de la sécurité humaine, Duffield semble cependant jeter le bébé de l'agencéité avec l'eau du développement. Il rejette en effet les

aspirations modernisatrices à la démocratie et au développement comme autant de manières d'instaurer un cadre néolibéral de gestion biopolitique et de contrôle oppressif des populations. On ne voit guère dans ces conditions comment l'analyse de l'auteur pourrait nourrir des pratiques de résistance plutôt qu'encourager une résignation passive aux nouveaux mécanismes de la régulation mondiale.

David Chandler
Department of Politics and International Relations
Université de Westminster

Traduction : Jean-Hervé Jézéquel

1. M. Duffield, *Global Governance and the New Wars : The Merging of Development and Security*, Londres, Zed Books, 2001.
2. M. Kaldor, *Human Security : Reflections on Globalization and Intervention*, Cambridge, Polity, 2007.
3. *Ibid.*, p. 34.
4. *Ibid.*, p. 23.
5. M. Foucault, *Security, Territory, Population : Lectures at the Collège de France, 1977-1978*, Basingstoke, Palgrave, 2007, p. 1.
6. *Ibid.*, p. 75.
7. *Ibid.*, p. 91-99.
8. *Ibid.*, p. 99.
9. *Ibid.*, p. 56. Voir également l'analyse de Jean Baudrillard selon qui, dans la pensée de Foucault, le pouvoir l'emporte toujours, l'enjeu étant d'en évaluer les désinences : *Forget Foucault*, New York, Semiotext(e), 1987 (1977), p. 33.

Le point de vue de Vincent Foucher

Avec *Development, Security and Unending War*, Mark Duffield relance l'assaut contre le « développement », durement pris à partie ces derniers temps. Duffield n'entend pas faire de prisonniers : depuis longtemps impliqué dans l'industrie du développement dans les périphéries comme au centre [1], le chercheur britannique livre ici un ouvrage plein d'une sainte colère – contre le New Labour en particulier, et contre le libéralisme en général, toujours prêt à s'accommoder « temporairement » de la guerre, du despotisme et de la suspension des droits d'une partie des humains.

Partant de la (con)fusion entre sécurité et développement tant dénoncée depuis la fin de la guerre froide, Duffield souligne fort justement qu'elle n'est pas simplement « la leçon d'Al- Qaïda » (p. 1) : dès son apparition au début du XIXe siècle, avec l'invention du « progrès », le développement a été un projet de contre-insurrection, de *containment*. En rassemblant dans une catégorie à part les populations excédentaires (« surplus life ») produites par le capitalisme en formation, le développement a servi à leur contrôle. Dans sa version coloniale, le développement s'est fait « communautaire », recours face à la montée des nationalismes [2].

> « Dès son apparition au début du XIXe siècle, le développement a été un projet de contre-insurrection »

Passé du côté des ONG, il a souvent été utilisé dans la lutte contre le communisme. Recyclé par les États du nord après la guerre froide, le développement devenu « durable » sert à éloigner les pauvres du politique en leur proposant, en lieu et place d'une véritable modernisation (celle des

sociétés capitalistes, par exemple, éminemment matérielle), une fiction immatérielle et bon marché. Au travers de la proclamation d'un état d'urgence permanent et au nom de la sécurité humaine, les sous-développés sont érigés en cibles d'une biopolitique de second rang qui ne leur propose pour horizon que la satisfaction des besoins primaires, l'autosuffisance, l'*empowerment* et les bienfaits supposés de l'ordre « communautaire » – ils sont ainsi voués à l'homéostase par un Occident incapable de remettre en cause son hyperconsommation.

« Une tension apparaît entre l'image générale accablante que donne l'auteur des dispositifs de développement et son récit historique en réalité plus nuancé »

Fondamentalement, loin d'universaliser les technologies de gouvernement propres à la modernité européenne, le développement permet de faire et de maintenir le départ entre deux groupes de population, ceux qui ont accès à des garanties (« insured life ») et ceux qui n'y ont pas accès. Évidemment, cette situation ne peut que susciter résistances, insurrections et migrations clandestines, enfermant le monde dans une guerre sans fin pour laquelle les « développeurs » réforment sans cesse leur dispositif. De plus en plus reprises en main et coordonnées par les États du nord, les micro-souverainetés conquises par les ONG sur des États du sud réduits au statut-croupion d'« États de gouvernance » sont au service d'une politique contre-insurrectionnelle. L'Afghanistan est le terme du processus : il ne s'agit toujours pas là d'une véritable tentative de gouvernementalisation, mais bien plutôt d'un « élargissement des marches contrôlées par l'Occident » (p. 137).

Le détour par Michel Foucault, qui semble être devenu une sorte d'obligation dans les sciences sociales aujourd'hui, est en l'occurrence fructueux : c'est en effet chez l'historien français des techniques de gouvernement que Duffield trouve de quoi redonner une historicité, et donc une certaine étrangeté, à des dispositifs de pouvoir qui nous sont souvent trop familiers pour que nous les questionnions. Il puise aussi chez Foucault une utile analyse de l'articulation entre libéralisme et biopolitique ainsi que, à travers la lecture qu'en fait Agamben, une critique du paradoxe persistant du libéralisme, de sa capacité à accepter les états d'urgence, à suspendre les droits « en attendant ». Mais le recours à Foucault soulève néanmoins une série de problèmes théoriques et empiriques, en particulier dans la mesure où Duffield tente de le nouer avec deux pensées ultra-généralisantes et systématiques et qui lui sont pour partie contradictoires, un néo-dépendantisme d'inspiration marxiste à la David Harvey et le pessimisme philosophique radical de Giorgio Agamben face à la montée d'une gouvernementalisation globale[3].

On le sait, Foucault insiste régulièrement (et de plus en plus au fur et à mesure de son œuvre) sur l'ambivalence des dispositifs qu'il décrit, qui autorisent simultanément la domination et la résistance, qui opèrent parce qu'ils permettent des subjectivations, qui ne sont jamais la propriété d'un homme ou d'un groupe ; refusant toute explication par la cause ou la fonction, il va même jusqu'à se revendiquer pur positiviste, simple producteur de descriptions[4]. Duffield n'a pas cette prudence. Opérant dans la logique marxiste du dévoilement, il révèle que, sous la « surface » (p. 111), il y a bien

un sujet, un centre du pouvoir ; le développement s'explique par la « fonction » qu'il remplit ; cette fonction est sans ambiguïté : elle est au service du « centre », les « États occidentaux, qui s'expriment au nom du peuple, des droits et des libertés » (p. 222). Une tension apparaît d'ailleurs entre l'image générale accablante que donne Duffield des dispositifs de développement, voués dès l'origine et par nature à la contre-insurrection, et son récit historique en réalité plus nuancé.

Duffield souligne ainsi l'autonomie dont certaines ONG ont fait preuve, au moins dans le passé : Save the Children lors de la première guerre mondiale et Oxfam pendant la seconde ont imposé la logique humanitaire contre la logique de guerre de l'État britannique ; pendant la guerre froide également, toutes les ONG occidentales n'ont pas opéré du côté des alliés de l'Occident. Duffield peut à l'occasion noter le caractère contradictoire (et donc potentiellement émancipateur) des dispositifs qu'il étudie : « en ce qu'elles internationalisent une problématique libérale de gouvernement, les urgences humanitaires portent aussi bien un puissant élan de globalisation que des tendances contraires de centralisation et de gouvernementalisation du pouvoir » (p. 48). Et il décrit fort bien la tragicomédie de certains discours critiques (ceux de la communauté, de l'autosuffisance ou de l'homéostase, par exemple), aujourd'hui récupérés et réarticulés à des dispositifs néolibéraux. Mais malgré ces nuances, le propos général est sans appel et l'image uniformément sombre. Au fond, pour Duffield, dans le développement, rien n'est jamais « bon ». On prendra ici un seul exemple de sa manière de voir les choses : quand les bailleurs de fonds ont le souci des « traditions », il s'agit d'une façon de communautariser et d'enfermer dans la différence (p. 92). Et quand ils n'ont pas ce souci, c'est qu'ils cherchent à créer des « formes nouvelles d'organisation sociale et d'identité » (p. 96). *Damned if you do, damned if you don't…*

> « Peut-on vraiment distinguer si nettement ce qui relève des ruses du développement et ce qui relève de la véritable modernisation ? »

Cette vision systématiquement négative s'appuie sur des ellipses empiriques problématiques et sur des distinguos théoriques contestables. Ainsi, Duffield a assurément raison de proposer une chronologie longue du développement et de l'enraciner dans la question ouvrière et urbaine du début du XIXe siècle européen. Mais pourquoi passe-t-il sous silence la suite de l'histoire ? Pourquoi ne rappelle-t-il pas ce que doivent la politisation des ouvriers et l'extension progressive des garanties (donc la « modernisation » au sens de Duffield, l'inverse positif du « développement ») au discours et aux dispositifs de développement ? On sait pourtant depuis Gareth Stedman Jones et Edward P. Thompson comment la classe ouvrière britannique s'est inventée, réformée et politisée à travers ce qu'il faut bien appeler un mouvement de développement, le méthodisme. Sur des terrains africains, Frederick Cooper et d'autres ont montré comment l'idéologie coloniale du développement avait pu être retournée contre ses promoteurs par les populations africaines en quête d'émancipation, ou bien mise au service des luttes internes aux sociétés africaines[5]. Enfin, lorsque Duffield affirme que les dispositifs de l'urgence posent problème parce qu'ils ne se fondent pas sur

des droits acquis grâce à une cotisation (p. 49), et donc qu'ils ne produisent pas d'*accountability*, qu'ils sont dépolitisants (notons au passage que Duffield utilise ici une argumentation profondément libérale), il néglige de noter que l'urgence fonde parfois de la politisation et du droit – les luttes contemporaines autour des médicaments génériques en témoignent. Peut-on au final vraiment distinguer si nettement ce qui relève des ruses du développement et ce qui relève de la véritable modernisation ? Où placer exactement la limite entre les garanties minimalistes assurées par la biopolitique de second rang et les véritables protections offertes par la véritable biopolitique moderne ?

Puisque Duffield s'inspire de James Ferguson pour poser la question de la dépolitisation, rappelons que ce dernier ne considérait pas que la machine anti-politique tournait au profit de l'Occident, mais d'abord au bénéfice des États africains eux-mêmes[6]. Il est d'ailleurs curieux de voir que, dans un ouvrage centré sur la question du développement, Duffield fait systématiquement l'impasse sur la littérature pourtant considérable (souvent d'origine anthropologique) qui décrit les acteurs de l'industrie du développement comme des « idiots utiles » ou mal renseignés, faiblement engagés, presque toujours prêts aux compromis, en tout cas guère motivés par la fonction stratégique que Duffield leur prête dans le dispositif global de *containment* dont il suppose l'existence : leurs projets mal vissés sont manipulés ou contraints de bien des manières par des acteurs locaux, à commencer bien sûr et surtout par les États du sud[7]. La question est d'autant plus importante dans le contexte international contemporain qui, du 11 septembre à la croissance asiatique, semble voir renaître l'idée d'une modernisation matérielle du Sud, revenir l'État et monter les résistances des pays du sud aux prétentions occidentales à la tutelle. De façon symptomatique, si Duffield discute (rapidement) des subjectivations des développeurs (chapitre 2), il ne dit rien sur les subjectivations des développés. Au fond, on peut se demander si, dans le choix même de sa focale globale, Duffield ne refuse pas d'office toute pertinence aux dimensions locales[8].

Fragile dans son analyse du comportement des « cibles » du développement, l'ouvrage pose problème aussi dans la vision qu'il donne des processus politiques en Occident. Duffield relève pourtant avec justesse qu'« en jouant sa sécurité sur ce genre de développement, l'Occident fait un pari pour le moins risqué » (p. 110). Mais il ne nous permet vraiment pas de comprendre pourquoi l'Occident continue à jouer à ce jeu aux résultats si discutables… Des réponses existent pourtant dans la littérature produite par les spécialistes de relations internationales et de politiques publiques : les États occidentaux sont des « animaux qui évitent les gaffes »[9], ils agissent par prudence, habitude et routine, faute de mieux, avec une conviction très relative, portés par des enjeux de politique intérieure ou bien par des compétitions diplomatiques globales qui dépassent bien souvent la question des effets attendus du développement sur la « surplus life ». Une comparaison de la part respective des budgets de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) et du département de la Défense américain permet d'ailleurs de relativiser le caractère stratégique du développement pour l'Occident… Enfin, en chevauchant comme il le fait du Mozambique à l'Afghanistan, Duffield manque de rappeler que la géographie du « monde des peuples » (c'est le sous-titre) est différenciée : si les vocabulaires et les techniques

du développement (ainsi qu'une bonne part de son personnel) sont effectivement globaux, leur emploi en Sierra Leone est fort différent de leur usage en Irak, sans parler de leurs effets…

Le livre de Duffield fournit une impitoyable et stimulante généalogie de la morale humanitaire. Et l'on ne peut que partager son impatience et sa frustration face à l'écart terrible entre les promesses du développement et ses réalisations. Mais son approche souffre probablement de son caractère systématique. En appeler à la complexité et à une approche multi-niveaux, est-ce tomber dans le piège de l'érudition et de l'étude de cas ? Cela nous empêche-t-il de voir la perspective la plus large, et même de penser qu'il y en a une ? Quoi que le développement puisse être, et quelles que soient les inégalités structurelles qu'il exprime, il reste un processus en partie ouvert et incertain, une interaction multi-acteurs, et il est important de pouvoir le voir comme cela. L'usage des textes de Michel Foucault, qui travaille presque en géomorphologue sur la lente dérive des continents du politique, par des chercheurs qui se préoccupent plutôt des coups échangés dans des champs politiques concrets, en surface, est décidément difficile.

Vincent Foucher
CNRS – Les Afriques dans le Monde

1. Des fragments de sa carrière parallèle apparaissent au fil de l'ouvrage et de la bibliographie : consultant pour Oxfam et la Swedish International Development Agency, Mark Duffield a également été chef de projet pour les services sociaux de la ville de Birmingham.

2. La trajectoire de Louis-Paul Aujoulat, médecin associé à l'effort missionnaire, député MRP du Cameroun français puis délégué à l'Organisation mondiale de la santé, fournit un extraordinaire exemple de continuité et de chevauchement. Voir G. Lachenal et B. Taithe, « Une généalogie missionnaire et coloniale de l'humanitaire : le cas Aujoulat au Cameroun, 1935-1973 », *Le Mouvement Social*, n° 227, 2009, p. 45-63.

3. Sur le distinguo entre Foucault et Agamben, voir M. Mazower, « Foucault, Agamben : Theory and the Nazis », *boundary 2*, vol. 35, n°1, 2008, p. 23-34. On peut dès lors se demander si Duffield n'aboutit pas à la même impasse politique qu'Agamben : un prophétisme heideggerien sans véritable issue politique.

4. Dans *Surveiller et Punir*, Foucault est cependant attiré vers un fonctionnalisme marxiste (plutôt convaincant en l'occurrence) : malgré son incapacité à remplir ses buts officiels, la prison se maintient comme dispositif à cause de la fonction objective qu'elle remplit dans l'Europe du XIXe siècle, au moment où la bourgeoisie en formation doit faire respecter ses droits de propriété. Voir sur ce point M. Walzer, « The Politics of Michel Foucault », *in* D. Couzens Hoy (dir.), *Foucault. A Critical Reader*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, p. 51-68.

5. F. Cooper, « Modernizing Bureaucrats, Backward Africans, and the Development Concept », *in* F. Cooper et R. Packard (dir.), *International Development and the Social Sciences. Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 64-92.

6. J. Ferguson, *The Anti-politics Machine : "Development", Depoliticisation, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

7. Bien des auteurs documentent des effets bien réels d'émancipation pour les « surplus lifers », femmes ou populations d'origine servile. Un exemple entre mille : E. K. Hahonou, « Culture politique, esclavage et décentralisation. La revanche politique des descendants d'esclaves au Bénin et au Niger », *Politique africaine*, n° 111, octobre 2008, p. 169-186.

8. Est-ce cela qui lui fait écrire, en 2007, qu'il y a peu de sources sur les causes internes du conflit mozambicain (p. 83) ? Pauvres Christian Geffray, Michel Cahen, Luís de Brito…

9. E. Gellner, « L'animal qui évite les gaffes, ou un faisceau d'hypothèses », *in* P. Birnbaum et J. Leca (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 27-44.

La réponse de Mark Duffield

C'est un privilège que de répondre aux commentaires critiques de David Ambrosetti, David Chandler et Vincent Foucher. Malgré les questions qu'ils posent et nos différences d'opinion, je suis honoré de lire qu'ils considèrent mon ouvrage, *Development, Security and Unending War*, comme une contribution importante à l'étude, cruciale, des relations entre développement et sécurité. Je ne prétends pas répondre à chacune des questions soulevées dans leurs textes, mais j'ai sélectionné ce que je pense être les thèmes les plus importants pour structurer ma réponse.

« Je récuse fermement l'idée selon laquelle cette logique marxiste de dévoilement m'empêcherait de souligner les ambivalences »

Je souhaiterais commencer par répondre à la question de Chandler sur la méthodologie. Il se demande pourquoi je suis aussi reconnaissant envers Foucault au début de cet ouvrage alors même que mon ouvrage précédent, *Global Governance and the New Wars*, publié en 2001, était déjà foucaldien. Lorsque j'étais étudiant, j'étais fasciné par le travail de Claude Lévi-Strauss, notamment par sa déconstruction du mythe comme technologie permettant de comprendre la nature et la relation que la société entretient avec celle-ci[1]. Cette approche m'a appris à éviter de considérer les concepts et les idées ordinaires comme des « choses ». La « sécurité humaine » inclut, par exemple, une dimension de pouvoir. Cette méfiance face aux apparences se reflète déjà dans mes travaux des années 1980 sur le racisme dans la Grande-Bretagne métallurgique de l'après-guerre[2]. Mon étude des notions de « qualification » et de « main-d'œuvre qualifiée » utilisées par les syndicats montre qu'elles sont moins une mesure pertinente de l'aptitude ou de la dextérité manuelle, qu'un instrument de reproduction et de gestion des différences raciales. Dès le début de ma carrière universitaire, j'ai considéré qu'il était nécessaire de disséquer les textes et les idées afin de révéler ce qu'ils devaient à leurs conditions historiques de production. Mon objectif est de permettre aux textes de parler pour eux-mêmes. C'est entre la publication de *Global Governance* et de *Unending War* que j'ai commencé à lire sérieusement Foucault. Parce qu'il décrit les effets de pouvoir et de gouvernement des relations et des technologies du quotidien, j'y ai trouvé une résonance immédiate avec mes préoccupations. Utilisant le concept de biopolitique comme l'un des cadres de mon travail, j'ai trouvé nécessaire de reconnaître son influence dans cet ouvrage.

En raison de cet environnement académique, j'approuve la remarque de Foucher selon laquelle mon travail suit une logique marxiste de dévoilement des relations et des effets non attendus de pouvoir derrière les concepts ordinaires. Cependant, je récuse fermement l'idée selon laquelle cette logique m'empêcherait de souligner les ambivalences. Le processus de dévoilement conduit justement à une autre position marxiste, partagée par Foucault, reconnaissant que les choses peuvent être à la fois « bonnes » et « mauvaises » : l'exploitation capitaliste est le moteur du progrès matériel, tout comme la domination engendre la résistance, et vice-versa. L'ambivalence est au cœur de ma critique de l'humanitaire et du développement : le

développement est un moyen d'améliorer la condition d'autrui, tout en le gouvernant dans les intérêts de la sécurité. D'innombrables discussions avec des étudiants idéalistes nourrissent ma conviction que l'ambivalence est à la fois inéluctable et nécessaire. De ce fait, je m'étonne de la remarque d'Ambrosetti concernant le manque de données empiriques, dans mon ouvrage, sur la façon dont la volonté de contenir les populations excédentaires se matérialise quotidiennement. C'est précisément l'objet des études de cas qui forment le cœur d'*Unending War.* Ces chapitres contiennent une déconstruction minutieuse des discours du développement – qui ne sont rien d'autre que la cristallisation de l'expérience empirique et des représentations des agents de l'aide – afin d'en montrer les logiques de gouvernement.

Ambrosetti et Foucher estiment que je peins un portrait trop négatif du développement : mais, pour être précis, c'est la voie libérale du développement qui me rend pessimiste. C'est sur le modèle occidental de ce qu'est ou doit être le développement que je porte un regard critique. Ce modèle se lit parfaitement dans le processus d'« ONGisation » de l'aide internationale. La volonté occidentale d'améliorer le sort des pauvres, à l'échelle globale, est dominée par une vision post-industrielle de satisfaction des besoins élémentaires passant par la communauté et l'autosuffisance. Comparé aux programmes industriels et de développement des infrastructures des premières décennies postcoloniales, le développement promu aujourd'hui est non-matériel : on encourage les initiatives éducatives et les projets qui tentent de développer le sens de l'autoassistance par la sélection d'attitudes et de comportements appropriés. En considérant cela comme une vision restrictive du développement et de ses potentialités, je crois qu'Ambrosetti et Foucher confondent les conceptions modernistes de développement (les progrès matériels et politiques) et le modèle libéral de développement. Les pommes et les oranges sont certes des fruits, mais ils n'en sont pas moins différents. En conséquence, je suis en désaccord avec Foucher lorsqu'il estime qu'on ne peut pas distinguer les ruses du développement et ses potentialités modernisatrices. Je pense au contraire que nous le devons. La voie libérale du développement est non seulement incapable d'apporter de véritables progrès politiques et matériels mais elle travaille contre cette possibilité. Le résultat principal de l'interventionnisme libéral post-guerre froide est bien la fragmentation et la ré-ethnicisation des sociétés sujettes à ce processus. Même certaines puissances industrielles moyennes, ayant des compétences scientifiques, ont été catégorisées comme essentiellement tribales et comme d'opportunes candidates à la tutelle morale de l'Occident.

« Je ne pense pas que l'on puisse utilement séparer biopolitique et géopolitique. La seconde n'a pas été supplantée par la première, elles fonctionnent ensemble »

Et si cet interventionnisme n'était finalement pas essentiellement biopolitique, se demandent Foucher et Ambrosetti ? Les États occidentaux sont, selon eux, traversés par des priorités concurrentes et des pressions normatives. Pour ma part, je ne pense pas que l'on puisse utilement séparer biopolitique et géopolitique. La seconde n'a pas été supplantée par la première, elles fonctionnent ensemble. La fin de la guerre

froide et l'émergence de l'interventionnisme libéral ont créé de nouveaux problèmes de gouvernance globale. Chandler estime que je n'explique pas comment on est passé d'une politique d'insécurité à une biopolitique de la sécurité humaine : ma réponse est que l'érosion de la souveraineté étatique dans les pays du Sud a fourni de nouvelles opportunités aux États occidentaux pour gouverner les populations du Sud.

« LA RÉSISTANCE ACCRUE À LA DOMINATION OCCIDENTALE [...] N'EST PAS UN PRODUIT DU DÉVELOPPEMENT LIBÉRAL MAIS SE PRODUIT MALGRÉ LUI »

Émergeant au début des années 1990, le concept de « sécurité humaine » est sous-tendu par cette problématique biopolitique et fournit une feuille de route organisant la division actuelle du travail au sein de l'industrie de l'aide. La *bio* n'a pas supplanté la *géo* : la seconde opère avec et à travers la première. L'Afghanistan est aujourd'hui un exemple parfait de guerre sociale : on ne s'y bat pas sur des champs de bataille, mais à coup de drones et d'attentats-suicides. Le nombre annuel d'homicides à Amsterdam est aujourd'hui équivalent à celui des morts civils en Afghanistan, alors que la population de ce pays est environ treize fois plus élevée que celle de la capitale hollandaise. Foucher affirme que les budgets de la défense sont plus élevés que ceux du développement, mais il devrait savoir que ce tournant vers la contre-insurrection signifie que les guerres sont maintenant développementalisées. Le département américain de la Défense, par exemple, dépense désormais autant d'argent pour le développement que l'Usaid[3]. Avec raison, Ambrosetti et Foucher indiquent que *Unending War* ne nous dit pas grand-chose des attitudes ni des comportements des prétendus bénéficiaires de l'aide. Répondre que ce n'était pas l'intention de l'ouvrage et qu'il aurait fallu entreprendre un terrain différent est peut-être trop banal. Ce point, cependant, renvoie également au questionnement de Chandler, et à sa lecture de ma conclusion, à savoir que je semble avoir ignoré l'agencéité humaine et en conséquence avoir ajouté bien peu aux conversations à la mode sur la résistance. Ayant développé l'idée de « développement réellement existant », c'est-à-dire d'un développement survenant en dépit de et en opposition à des programmes d'aide officiels, je ne suis pas convaincu que c'est le cas[4]. En outre, prétendre que le modèle libéral de développement est non-matériel par essence, crée, je crois, un espace pour la résistance et le rejet. Si nous pouvons tirer une leçon du Printemps arabe, c'est que les gens, dans le Sud, désirent des progrès politiques et matériels réels. Ils veulent vivre dans le type de maisons que nous faisons, conduire le même genre de voitures, avoir des emplois similaires et accéder aux systèmes éducatifs et de santé dont nous profitons. Penser autrement est inacceptable.

Le modèle occidental de l'aide est cependant totalement incapable de fournir ceci à ces populations et les effets n'en seraient de toute façon pas « durables ». La recherche pour ce livre a été achevée avant la crise financière de 2008. À cet égard, j'accepte l'analyse de Foucher considérant que j'ai peut-être exagéré, ou du moins, pas assez contesté, l'efficacité stratégique de l'endiguement (*containment*). Une faiblesse du discours politique réside dans le fait qu'il surestime l'importance de l'aide occidentale et exagère ses propres effets de puissance. Comment peut-on expliquer la promotion d'un modèle non-matériel de l'aide comme

le principal outil de lutte contre les insurrections ? En pratique, cela signifie essayer de gagner les cœurs et les esprits grâce à des actions un peu plus substantielles que de construire des latrines, creuser des puits ou fournir des générateurs[5].

Je n'ai jamais prétendu que le développement en tant que gouvernance est hégémonique. En effet, les frontières externes du libéralisme ont toujours été comprises comme un espace de lutte et de compétition. Après la crise de 2008, j'irais encore plus loin pour voir dans les stratégies de l'aide gouvernementale et son architecture spatiale un libéralisme désormais menacé et connaissant un processus de reflux lent mais violent[6]. À cet égard, Foucher a raison de signaler la résurgence des idées de modernisation dans le pays du Sud et la résistance accrue à la domination occidentale. Cependant, en tant que forme de « développement réellement existant », cette résistance n'est pas un produit du développement libéral mais se produit malgré lui.

J'ai moi-même expérimenté ce rééquilibrage du monde lors de la visite, en novembre 2009, d'un village sur le Nil Bleu au Soudan, dans lequel j'avais achevé mon apprentissage anthropologique au milieu des années 1970. Alors que j'avais voyagé au Soudan un certain nombre de fois dans l'intervalle, c'était mon premier retour dans ce village depuis 35 ans. Beaucoup de choses avaient changé. Non seulement il a grossi mais, désormais, toutes les maisons sont connectées au réseau électrique et une route goudronnée le relie à Khartoum à 300 km au nord. Tous les habitants ont un téléphone portable et la plupart des ménages ont maintenant des réfrigérateurs et des téléviseurs. Les machines à laver ne sont pas rares. Ceci témoigne d'une amélioration du niveau de vie matériel qui a peu à voir avec l'aide occidentale, le Soudan ayant été soumis à un long embargo, mais bien davantage avec la révolution silencieuse du capitalisme asiatique et de l'intervention étatique islamique. Le capitalisme asiatique a inondé le Soudan avec des biens de consommation bon marché qui sont maintenant à la portée de ces nombreux paysans, des chauffeurs de camion et des travailleurs migrants qui, selon les normes occidentales, ne survivent qu'avec des revenus modestes.

> « Les zones sinistrées sont les seules dans lesquelles le modèle occidental de l'aide conserve [...] sa capacité à dicter sa loi »

Ce développement réellement existant ne peut être séparé d'une révolution sociale en cours. Lors de ma courte visite dans cette région, j'ai été plus souvent invité dans les quartiers et les cuisines des femmes qu'au cours de l'ensemble de mon terrain originel de quatorze mois. Interrogées sur cette apparente libéralisation, certaines personnes suggèrent qu'elle est liée à la popularité des téléfilms égyptiens. Ce relâchement social, cependant, est également détectable à Khartoum. La moitié de la population étudiante est maintenant féminine et les bureaux de Khartoum sont dominés par les femmes. Même les modes féminines ont changé. Le beau *tobe,* fort peu pratique, a été remplacé par la jupe plus longue, la blouse et le foulard cairotes. Profiter du boom de la consommation urbaine que le capitalisme asiatique et les réformes du marché islamique ont rendu possible impose d'avoir deux salariés dans le ménage. Invisibles il y a une dizaine

d'années, des restaurants ont ouvert à Khartoum pour répondre à la demande de ces familles de classe moyenne. Du point de vue de l'État islamiste, l'une des conséquences imprévues de ce boom de la consommation – son ambivalence si vous voulez – réside dans ses effets libératoires[7]. Le printemps arabe reflète aussi cette excitante ambivalence.

Un autre changement notable à Khartoum est le fait que l'influence politique et économique occidentale n'a jamais été aussi faible. L'amalgame de la sécurité et du développement a conduit à une impasse. Le Soudan peut être divisé en une économie de croissance fondée sur la spéculation foncière et immobilière, les télécommunications et l'énergie orientée vers l'Orient, et une économie morose dominée par l'industrie de l'aide occidentale. Par l'intermédiaire des projets de construction de l'État et de la diplomatie occidentale, l'influence occidentale se limite désormais efficacement aux zones sinistrées du Darfour et du Sud-Soudan. En d'autres termes, elle a été stratégiquement marginalisée. Dans un monde en rééquilibrage, où la seule chose que l'Occident semble capable d'exporter efficacement est la violence, non seulement la frontière extérieure du libéralisme est sur le déclin, mais les travailleurs de l'aide eux-mêmes se replient sur des zones fortifiées séparées d'un monde qu'ils ne comprennent plus ou dans lequel ils ne se sentent pas les bienvenus[8].

Lorsque le Département britannique pour le développement international, le DFID, a annoncé qu'à l'avenir, il concentrerait son budget d'aide sur les États fragiles, cela a été présenté comme la traduction rationnelle d'un souci de rentabilité, qui amène à concentrer l'aide là où elle est la plus nécessaire. Mais on pourrait aussi suggérer que, dans un monde en rééquilibrage, les zones sinistrées sont les seules dans lesquelles le modèle occidental de l'aide conserve toute sa pertinence et, surtout, sa capacité à dicter sa loi.

Mark Duffield
Global Insecurities Centre, Université de Bristol

Traduction : Laurent Fourchard et Marie-Emmanuelle Pommerolle

1. M. Duffield, « Some Thoughts on a Theory of the Social Structure of Myth », *in* R. Thelwall (dir.), *Approaches to Oral Tradition. Occasional Papers in Linguistics and Language Learning*, Colraine, The New University of Ulster, 1978, p. 35-50.
2. M. Duffield, *Black Radicalism and the Politics of de-Industrialisation : The Hidden History of Indian Foundry Workers*, Aldershot, Avebury, 1988.
3. P. Walker et K. Pepper, « Follow the Money : A Review and Analysis of Humanitarian Funding », *Feinstein International Center Briefing Paper*, Medford, Tufts University, 2007, p. 6.
4. M. Duffield, « War as a Network Enterprise : The New Security Terrain and Its Implications », *Cultural Values*, vol. 6, n°1-2, 2002, p. 153-165.
5. Voir M. Kleinman et M. Bradbury, « Local Perceptions of US "Hearts and Minds" Activities in Kenya », *Humanitarian Exchange Magazine on Humanitarian Security Management*, n° 47, 2010, p. 28-30.
6. M. Duffield, « The Shrinking Frontier : Aid and Resilience in an Uncertain World », *Security Dialogue*, à paraître en 2012.
7. D. Haj-Omar, « Popular Protests as a New Tool of Pressuring Sudan's Dominant Party », *Sudan Tribune,* 18 décembre 2009, <sudantribune.com> ; « Sudan Women "Lashed for Trousers" », *BBC*, 13 juillet 2009, <news.bbc.co.uk>.
8. M. Duffield, « Risk-Management and the Fortified Aid Compound : Everyday Life in Post-Interventionary Society », *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. 4, n° 4, 2010, p. 453-474.